

Marine Le Pen se prend la « prison ferme » qu'elle réclame pour d'autres !

“L’arme de l’inéligibilité devra être utilisée avec beaucoup plus de rigueur”, écrivait Marine Le Pen en 2012... La voilà prise au mot, avec une condamnation à quatre ans de prison dont deux ferme et cinq années d’inéligibilité. Et les cadres du RN de venir aboyer sur les plateaux en défense de leur patronne. Quand de grosses pointures de la bourgeoisie tombent sous le coup de leur propre justice, ça crie au scandale. Un retour de bâton pourtant réjouissant !

Car Marine Le Pen est reconnue coupable d’avoir détourné de l’argent public, 4 millions d’euros, pour faire tourner son parti et avoir fait croquer les fidèles, la famille et les copains. Sa sœur, sa belle-sœur, son ex, son assistante, tous étaient rétribués entre 5000 et 9000 euros pour des tâches dont ils ne s’acquittaient pas. Le Pen payait même le majordome de papa avec l’argent du Parlement. Imaginons la réaction de tout ce beau monde si un jeune ou un simple travailleur volait 4 millions d’euros !

Et pourtant, de l’extrême droite à la gauche, en passant par Bayrou qui s’est dit “troublé”, tous viennent au secours de Le Pen. Même Mélenchon, en déclarant que “la décision de destituer un élu devrait revenir au peuple”. Mais c’est tout vu pour beaucoup, ce culot à se dire championne du droit et de l’ordre... et à s’asseoir dessus !

C'est la démocratie qu'on assassine !

Tête haute et mains dans la caisse, les soutiens de Le Pen affirment que la démocratie est en danger. Même Poutine, Orbán et Musk osent pleurer sur la démocratie bafouée ! La peine prononcée doit s’exécuter immédiatement, même si Le Pen fait appel : elle sera donc privée de présidentielle. Et c'est ça pour eux, le summum de la démocratie : aller voter une fois tous les cinq ans pour une millionnaire tricheuse, raciste et au service du patronat !

Le RN se pose en victime, en martyr d'un "système" qui voudrait sa peau. Or, c'est tout le contraire ! Au fil des années, les idées et mensonges réactionnaires et racistes du RN sont repris à des degrés divers par les partis du pouvoir institutionnel. Depuis neuf mois, le RN est carrément intégré à une forme de coalition

parlementaire qui va du PS à l’extrême droite, derrière Bayrou et Macron. Sur le plan international aussi, le RN se pose en parti respectable, reçu par Trump et Netanyahu. À l’occasion des dernières législatives, il a d’ailleurs quelque peu nettoyé son programme des promesses sociales les moins acceptables pour le patronat, notamment la retraite à 62 ans. L’épisode du procès Le Pen confirme que le RN est un parti bien bourgeois, jusque dans les magouilles. Et avec ou sans Marine Le Pen, évidemment il le restera !

Un jugement n'a jamais fait taire l'extrême droite

Il n'est pourtant pas exclu que Le Pen et ses proches cherchent à tirer profit de leur condamnation, en termes de popularité qui se reporterait sur le successeur pressenti, Jordan Bardella. D’autres dirigeants d’extrême droite, Trump le premier, ont pu jouer sur cette corde pour accéder au pouvoir. Qu’importe qu’ils promettent la probité, qu’ils disent comme l’avait fait Bardella en novembre dernier qu’avoir un casier judiciaire est incompatible avec le fait de se présenter aux élections : une fois condamnés, ils crient au complot !

On n'en a évidemment pas fini avec l’extrême droite. Ce jugement a le mérite de révéler que le RN est un parti finalement comme les autres (se faire attraper pour détournement de fonds public, c'est quasiment un rite initiatique dans ce milieu politique). Pour faire reculer l’extrême droite, il va falloir faire vivre dans la lutte de classe l’unité de tous les travailleurs pour leurs conditions de travail et de vie, contre les divisions racistes distillées par les exploiteurs et les politiciens qui en défendent les intérêts, RN en tête.

Pour suivre le NPA-Révolutionnaires :

EN BREF

Descentes de police contre les migrants dans les foyers d'hébergement d'urgence !

Sur les hébergements d'urgence migrants de Moselle on ne compte plus les descentes, expulsions, assignations à résidence, contrôles aux faciès tant ceux-ci se sont généralisés ces derniers mois. Même sur les gros centres où les interventions étaient compliquées par la solidarité, les services de police se sentent pousser des ailes. La police aux frontières (PAF) vient désormais chercher directement les familles pour les amener dans l'avion. Et la police nationale fait du zèle : elle se poste, tôt les matins et tard les soirs, devant les foyers pour contrôler au faciès et organiser la rétention des travailleurs et travailleuses sans-papiers. Mais dans ce climat, l'intensification de solidarités entre les travailleurs et la mobilisation du secteur peut mettre un coup d'arrêt aux velléités policières et aux politiques racistes.

Encore une bonne raison de faire la grève

Depuis plus de 4 ans des négociations pour l'instauration d'une grande convention commune à toute la Branche Associative, Sanitaire, Sociale, Medico-sociale (BASSMS) sont ouvertes. Le 18 mars, le regroupement patronal AXESS a dévoilé ses plans en matière d'organisation du travail. La plupart des acquis de chaque convention est abandonnée. Au programme : annualisation du temps de travail, recours au 12h journalières, 48h hebdomadaires, 9h de temps de repos entre chaque poste... même les congés supplémentaires sont lissés vers le bas avec 6 congés annuels. Une insulte pour tous les travailleurs qui verraienr leur secteur se dégrader d'avantage. AXESS n'entend pas qu'accompagner mais souhaite bien accélérer la désintégration de nos conditions de travail et d'accueil.

Moselis : spéculation immobilière

sur le dos de l'hôpital

En 2015, le CHR Bel-Air de Thionville vend au bailleur social Moselis trois de ses parcelles, d'une surface totale de 1,56 hectare, pour 450 000 euros. Elles devaient initialement permettre la construction d'un lotissement destiné à compenser la destruction de HLM dans le quartier des Côtes des Roses. Toutefois, rien n'en a été fait ! Pour se constituer des fonds, Moselis a revendu tel quel le terrain à la société SAS Sainte-Anne pour 1,7 million d'euros, soit une plus-value de 1,3 million. L'acquéreur, Georges Lucas, est par ailleurs gérant de multiples agences immobilières dans le département. À l'heure où les hôpitaux et les logements sociaux sont en difficulté, ils se retrouvent entre les mains avides de la spéculation foncière, avec l'aval complaisant des autorités municipales !

Bravo

Le secteur social et médico-social est en première ligne des politiques d'austérité. Nous, travailleurs et travailleuses, en subissons les conséquences au quotidien et les personnes que nous accompagnons en paient elles aussi le prix fort. Alors nous avons bien raison de nous mobiliser ! La grève d'aujourd'hui est déjà une réussite avec près de 110 rassemblements et manifestations en France !

Au département, des Secours d'Aide à l'Enfance (SAE) mais pas trop

Les SAE ont pour mission d'assurer un minimum vital aux enfants en situation de précarité. Mais les travailleurs sociaux ont été informés en février que cette aide ne serait plus versée que 2 fois maximum dans l'année. Par ailleurs, les familles étrangères doivent justifier avec des documents récents de leur démarches de régularisation... Ce qui est souvent impossible avec les délais de traitement de leurs demandes en préfecture, sans parler des recours juridiques. Patrick Weiten, le président du Conseil départemental a refusé de répondre au syndicat CGT sur les critères d'attribution et le montant du SAE. Circulez, il n'y a rien à voir...

Un enfant meurt de faim toutes les onze secondes

Lors du sommet international « Nutrition for Growth » qui s'est tenu à Paris les 27-28 mars, l'ONG Action contre la faim a rappelé qu'un enfant meurt de faim toutes les onze secondes. Devant cette hécatombe, les dirigeants laissent agir surtout les bénévoles et les associations caritatives. Ils coupent les budgets sociaux mais pour les guerres, ils savent mettre les milliards sur la table.

Erdoğan dégage !

Depuis le 19 mars, des manifestations sans précédent depuis 2013, ont lieu en Turquie, après les arrestations de dirigeants de l'opposition. La répression s'intensifie mais la contestation tient bon, notamment grâce aux étudiants, dans tout le pays. Alors que le syndicat Disk avait appelé à des mouvements de grève vendredi 28 mars, Erdoğan a prolongé de trois jours les congés de fin de ramadan dans l'espoir de contenir les grèves et les manifestations. L'entrée dans la lutte de la classe ouvrière, aux côtés des étudiants, est en effet ce qu'Erdoğan aurait le plus à craindre.

Pour recevoir
le bulletin tous les
quinze jours,
rester en contact avec
les militants et
sympathisants du NPA-
R du secteur social :
rejoins le fil WhatsApp

